

12 octobre 1989 - Seul le prononcé fait foi

[Télécharger le .pdf](#)

Conférence de presse conjointe de M. François Mitterrand, Président de la République et du Président colombien M. Virgilio Barco, sur les initiatives concernant la lutte contre le trafic de drogue, Bogota le jeudi 12 octobre 1989.

Je suis venu rendre une visite au Président Barco, une visite à la Colombie confrontée à ce jour à de graves problèmes et particulièrement dans sa lutte contre les narco-trafiquants.

- Il m'a paru nécessaire d'apporter au Président Barco le témoignage de notre solidarité et de notre estime pour le courage et la détermination montrés par le gouvernement colombien, pour l'élimination d'un danger qui va bien au-delà des frontières de ce pays.

- Nous avons donc parlé de cela et d'autres choses, c'est-à-dire que nous sommes remontés aux causes du mal et cette cause, c'est toujours les problèmes de développement. Au-dessous d'un certain niveau, c'est la misère et que peut-on dire aux cultivateurs, aux paysans qui souffrent déjà d'un grave déséquilibre des termes de l'échange sur le plan international, et veulent continuer ou perpétuer des modes de production pour eux déjà anciens ? Il ne suffit donc pas de répondre comme vous le faites à la menace que représentent les trafiquants de drogue. Allons plus loin. Il faut que tous les gens responsables dans le monde se préoccupent de la façon de réduire la pression du malheur, de la misère, d'accroître le développement de ceux qui en ont le plus besoin. Parmi les éléments qui freinent ce développement, on le sait bien, il y a l'endettement de nombreux pays, ce qui n'est d'ailleurs pas le cas de la Colombie qui est un pays qui a acquitté ses obligations avec beaucoup de promptitude et d'honnêteté au long des décennies précédentes.

- Nous avons parlé de cela et puis l'heure est arrivée où nous sommes devant vous. Voyez dans la démarche française l'affirmation d'une solidarité, l'affirmation d'un respect à l'égard des autorités de la Colombie, enfin le désir de contribuer du mieux possible à ébaucher les décisions sur le plan mondial, européen d'abord et dans les relations des grands pays industriels ensuite et à développer des politiques économiques qui nous permettent de parvenir au but recherché.

- Voilà, je n'ai pas besoin d'en dire davantage mais le Président Barco qui me reçoit, que je n'ai pas eu le temps naturellement de voir beaucoup mais assez pour que ces problèmes fussent traités entre nous, a-t-il peut-être lui même autre chose à vous dire.

- Pendant que nous parlions, les ministres qui nous accompagnent ont pu avancer dans l'étude de problèmes particuliers, notamment des problèmes de coopération, dans les domaines de la sécurité, de la justice comme sur le plan de l'ensemble des quelques problèmes de politique étrangère.\

QUESTION.- Tout d'abord monsieur le Président, au nom des journalistes de Colombie, je voudrais vous souhaiter la bienvenue et je voudrais également souhaiter la bienvenue affectueuse aux journalistes français.

- LE PRESIDENT.- Merci.

- QUESTION.- Je représente le journal "El Expectador" qui a été victime précisément de la violence des trafiquants de drogue. Monsieur le Président, vous qui représentez le pays qui est à l'origine des Droits de l'Homme et des libertés démocratiques, je voudrais savoir ce que vous pensez de ce nouveau mode de censure qui essaie par le terrorisme et par le trafic de drogue de faire taire la presse ?

- LE PRESIDENT.- Je pense que vous n'avez pas besoin de me poser la question mais je vous répondrai quand même.

- La liberté d'expression, particulièrement la liberté de la presse est un des éléments fondamentaux de la démocratie. Il n'y a pas de liberté durable sans liberté d'expression. Ceux qui s'en prennent à cette liberté d'expression par un moyen ou par un autre, mais surtout par les moyens du terrorisme ce sont les ennemis de la démocratie, ce sont des gens qui veulent imposer leurs lois par la force et par le sang. Il faut donc les combattre. C'est ce que l'on fait très courageusement en Colombie mais j'estime que des pays plus lointains, comme la France, doivent partout combattre ce fléau. C'est une façon de lutter pour la démocratie.

- J'ajoute que je vous adresse à vous, monsieur, représentant d'un journal qui a été frappé, mes sentiments de tristesse et de solidarité que vous voudrez bien transmettre aux équipes de journalistes auxquelles vous appartenez.

- QUESTION.- Je vous remercie tout particulièrement monsieur le Président car je crois que le moment est venu que la presse internationale et la presse nationale s'unissent dans ce combat.\

QUESTION.- Monsieur le Président, étant donné que la France est un des principal consommateur de la drogue, quelle est la position de votre pays et de la Communauté économique européenne dans laquelle vous êtes le Président aussi pour lutte contre la consommation de la drogue ?

- LE PRESIDENT.- En fait tout se tient. La production se maintient ou se développe là où il n'y a pas d'autres moyens de vivre. On ne peut même pas en accuser les pauvres gens qui sont les producteurs à la base. Un devoir de la communauté internationale est précisément de veiller à faciliter cette substitution dans les productions culturelles.

- D'autre part, dès lors que l'on produit c'est parce que l'on compte sur une consommation, c'est vrai. Encore faut-il qu'il existe des intermédiaires et c'est là que s'insèrent les trafiquants. Lutter contre la production en veillant à mettre un frein à la misère grandissante des populations dont nous parlons, c'est bien, agir durement contre les trafiquants qui pervertissent la santé publique, qui ruinent l'espoir de toute une jeunesse et qui s'organisent comme un pouvoir contre les autorités élues par le peuple, c'est aussi un devoir international.

- Enfin, il y a la consommation. Alors là, il y a des opinions qui souvent divergent. Quelle méthode adopter ? Nous y travaillons beaucoup pour l'instant et j'ai saisi par écrit mes partenaires de la Communauté européenne, que je préside présentement, pour que nous nous mettions au travail afin d'étudier avec des experts et en nommant des délégués spéciaux une organisation de lutte contre la consommation.

- Je vous signale à ce propos qu'en France, on consomme extrêmement peu de cocaïne. La France est heureusement un consommateur assez modeste à côté de quelques grandes démocraties dans le monde. Il n'empêche qu'elle doit prendre des initiatives, être solidaire des autres et que le mal vient quand même chez elle. Il faut donc s'en prémunir.

- Je voudrais que vous sachiez que nous avons déjà pris des initiatives. Le 14 juillet dernier, au Sommet des grands pays industriels, j'ai obtenu l'accord de nos six partenaires et nous avons prévu d'élargir cette consultation. Nous sommes maintenant quinze et ces quinze pays se réunissent et vont faire connaître leurs propositions. Je me suis d'autre part adressé à l'ensemble des Etats de la Communauté européenne pour qu'au cours des semaines prochaines, nous soyons en mesure de dresser des plans pour assister, pour aider des pays comme le vôtre et pour engager surtout un combat dans le monde entier.\

QUESTION.- Je voudrais vous saluer, cher monsieur le Président, tout spécialement de la part des journaux télévisés colombiens et je voudrais saluer aussi votre délégation.

- Monsieur le Président, vous avez offert votre aide à la Colombie en ce qui concerne le trafic de stupéfiants. Vous êtes à l'heure actuelle le Président du Conseil européen et la France est l'un des plus grand pays consommateur de café. Face à la rupture de l'accord international sur le café, de la convention internationale sur le café, je voudrais savoir comment vous pourriez envisager l'aide de la France en tant que pays et en tant que Président de la Communauté, pour que les choses soient moins défavorables sur le plan de cet accord qui a été récemment rompu.

- LE PRESIDENT.- Je vais vous dire très clairement que je désapprouve la rupture de cet accord qui a obéi à des considérations de caractère idéologique sur la liberté du marché. Je considère comme un devoir de renouer les fils de la discussion et de rétablir, autant qu'il sera possible, une action commune sur le café. Il est vrai, nous en avons parlé tout à l'heure, que cette décision récente sur le café apparaissait comme une sorte de confirmation que l'on abandonnait la Colombie à sa lutte contre les trafiquants de drogue, puisque dans le même moment sur un point essentiel du commerce international et des exportations colombiennes, vous vous trouviez en grande difficulté. J'ai bien l'intention d'en saisir mes partenaires. Nous avons décidé, de notre côté, d'apporter notre contribution à la lutte que mène la Colombie sur le plan de la sécurité, de la police. Le ministre de l'intérieur français est ici présent. Il laissera derrière lui un certain nombre de personnes qui suivront ce type de problèmes. Nous avons l'intention de procéder de la même manière sur le plan des experts judiciaires. Enfin, et c'est le sujet que vous venez de traiter, je pense qu'il serait bon que nous ayons des experts commerciaux qui étudient de quelle manière la Communauté pourrait et devrait s'ouvrir au marché du café et engager un nouveau débat international pour corriger les effets désastreux de la mesure prise il y a quelques mois. Je ne peux pas vous garantir que nos partenaires reviendront sur cette décision en tout cas nous allons engager ce combat.

- QUESTION.- ... (en espagnol)...

- LE PRESIDENT.- Je vous confirme que je saisirai la Communauté européenne du problème posé par la rupture de l'accord sur le café.\

QUESTION.- Un représentant de l'Agence France Presse, Pablo Rodriguez.

- Monsieur le Président, comme vous venez d'avoir un entretien avec le Président Barco, nous voudrions connaître un peu plus concrètement l'offre de la France à la Colombie en ce qui concerne l'aide qu'elle est décidée à apporter à la lutte contre le trafic de drogue. Nous avons compris que vous venez pour témoigner de votre solidarité envers le Président et le peuple colombien mais nous voudrions savoir plus concrètement en quoi va consister votre aide. Par ailleurs, récemment à l'Assemblée générale des Nations unies, le Président Barco a proposé un plan concret, dans lequel il a insisté tout particulièrement sur le problème que posent la production et la transformation du produit en drogue. Il a parlé aussi du problème du trafic d'armes. Comme vous représentez la Communauté, puisque vous en êtes le Président, j'aimerais savoir ce que vous pensez de ce plan par le Président Barco dans le cadre des Nations unies.

- LE PRESIDENT.- Je ne pense pas que le moment soit venu de développer ce que la France sera en mesure de faire au cours des prochaines semaines et des deux mois et demi qui lui restent pour assumer sa Présidence de la Communauté européenne car il est nécessaire de saisir mes onze partenaires. Je ne peux pas les engager sur des décisions sur lesquelles ils n'ont pas encore été consultés. Enfin ils ont été consultés puisque je leur ai écrit mais il n'y a pas encore eu de séance plénière. Samedi prochain, le ministre des affaires étrangères français rencontrera ses partenaires pour en débattre. Dès le point de départ, nous avons offert notre aide sur le plan de la sécurité des personnes et des biens. Nous n'avons pas, bien entendu, l'intention de nous substituer aux forces de sécurité colombiennes mais le Président Barco a estimé que notre concours pourrait être utile. Alors nous l'apportons. De la même façon, comme je viens de le préciser, nous offrons la compétence de nos experts en matière judiciaire pour aborder ce type de criminalité avec le maximum de célérité et de détermination.

- Sur le plan général où se trouve engagée la lutte contre la pauvreté - qui est, je le répète, à l'origine, entre autres conséquences, du trafic de drogue qui vient aujourd'hui frapper cruellement la société internationale -, j'ai développé des plans pour cela. J'en ai proposé aux Nations unies, j'en ai proposé à mes partenaires de la Communauté et à mes partenaires du sommet des grands industriels. Vous connaissez ces thèses, il n'est plus l'heure maintenant de les rappeler £ ce sera une bataille de longue haleine car nous n'en sommes pas au point où les grands pays industriels soient tout à fait convaincus de ce qu'il convient de faire. Je pense, qu'on ne peut se passer de concours financiers, mes partenaires seront saisis de demandes dans ce sens, de mesures commerciales, le cas du café, ce n'est pas le seul, illustre cette proposition. Pour le reste, quand j'aurai été mis en mesure de réunir les responsables dans les semaines qui viennent

reste, quand j'aurai été mis en mesure de réunir les responsables dans les semaines qui viennent vous le saurez. Vous représentez l'AFP, vous savez que l'AFP est une agence très bien informée et vos confrères d'Europe vous renseigneront aussitôt.

- QUESTION.- (Inaudible)

- LE PRESIDENT.- Il y a une deuxième question que vous m'avez posée mais sur laquelle je ne vais pas m'étendre. J'approuve vraiment de bout en bout ce qui a été proposé par le Président Barco aux Nations unies.\